

ESPÉRANCE DE VIE EN AFRIQUE

Les Algériens vivent plus longtemps

P2

SOMMET SUR
LE FINANCEMENT DES
INFRASTRUCTURES

**L'Afrique mise
sur ses fonds
propres**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

P2

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Dimanche 5 février 2023 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5757 - 19^e année

APRÈS DEUX ANS
D'HOSPITALISATION
EN FRANCE



**Salah
Aougrouit
revient
au pays**

P16

**SON PRÉSIDENT S'EST RENDU A LA RASD
ET S'EST ENQUIS DU DEVELOPPEMENT
DE LA QUESTION SAHRAOUIE**

Le Parlement panafricain assomme Rabat



LIRE EN PAGE 3

Le président sahraoui, Brahim Ghali a reçu, vendredi dernier, le président du Parlement panafricain, (PAP), Fortune Charumbira

LE PROJET DE LOI Y
AFFÈTÉ BIENTÔT
DÉBATTU À L'APN

**Perpétuité pour
les trafiquants
de drogues**

P4

PATRICE MOTSEPE,
PRÉSIDENT DE LA CAF :



**«Pas de places
aux coulisses
dans
la désignation
du lieu de
la CAN-2025»**

P7

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME
GUIRRI AISSA - BARIKA,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

**Jeu de Vie,
la candidate
à battre**

P14

L'ESPAGNE ACCUSÉE DE VIOLATION DE LA SOUVERAINETÉ
BRITANNIQUE À L'ENCLAVE DE GIBRALTAR

Nouvelles tensions entre Madrid et Londres



P3

LE 2ÈME SOMMET « RUSSIE-AFRIQUE » EN JUILLET 2023 À SAINT-PÉTERSBOURG

Retour en force de Moscou sur la scène africaine

Face aux influences géopolitiques et aux rivalités stratégiques mondiales, l'Afrique se présente à la fois comme un enjeu économique et diplomatique. L'attachement de nombreux pays du continent à leur souveraineté nationale, et à une voix unique, est pour Moscou une priorité, dans sa quête d'appuis pour de nouvelles alliances.

Dans un contexte où l'Occident a adressé aux pays africains son exigence de ne pas coopérer avec la Russie, l'ambassadeur itinérant au ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, et chef du secrétariat du Forum de partenariat Russie-Afrique, Oleg Ozerov, estime que « L'Afrique tourne ses regards vers la Russie, parce que cette dernière a toujours défendu la cause de la justice et de la lutte des peuples africains pour leur indépendance et souveraineté, et les a aidés à mettre en place les structures de l'Etat et à former des spécialistes ». Un effet boomerang, selon le diplomate russe, de cette stratégie occidentale incitant les pays africains à ne pas coopérer avec la Russie, eu égard à la « position formellement neutre de plusieurs pays africains sur la situation en Ukraine, malgré la pression de l'Occident », a souligné samedi Ozerov, sachant qu'en mars dernier, dix-sept pays africains s'étaient abstenus lors du vote visant à condamner l'invasion russe en Ukraine. Dans le sillage, l'ex-ambassadeur de la Russie en Arabie saoudite, a poursuivi ses propos en annonçant que « le deuxième sommet Russie-Afrique devrait se tenir en juillet 2023, à Saint-Petersbourg », précisant au passage qu'il sera « consacré dans une large mesure à la coopération économique et humanitaire entre la Fédération de Russie et les pays africains, y compris la sécurité alimentaire et énergétique ». Il convient de noter que le premier sommet russo-africain s'est tenu en 2019, à Sochi, avec la partici-



pation des chefs de la plupart des Etats africains, et le moins que l'on puisse dire, est que ce fut une réussite totale pour la diplomatie russe. En effet, en réunissant plus d'une quarantaine de chefs d'Etat, Vladimir Poutine avait remporté avec prouesse son pari, celui de marquer le retour en force de l'expansionnisme russe en Afrique.

QUAND LA RUSSIE BOUSCULE LE PROLONGEMENT DU COLONIALISME... ET L'ENDIGUEMENT OCCIDENTAL

Rappelons dans le même état d'esprit, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait déclaré plus tôt que « les partenaires africains de la Russie sont conscients de ce qui se passe et savent ce que fait l'Occident pour construire un monde unipolaire et empêcher la formation d'un nouvel ordre mondial démocratique », soulignant le fait que Lavrov a critiqué à plusieurs reprises les pressions exercées par Washington sur de nombreux pays pour les empêcher de coopérer avec la Russie. Ce qu'a défendu bec et ongles Ozerov, en déclarant que la Russie est au courant que « Nous sommes au courant que des

délégations américaines, anglaises et européennes, se rendent régulièrement en Afrique pour exiger avec une persévérance, digne du meilleur emploi, que les pays africains ne coopèrent pas avec la délégation russe, pour qu'ils n'enfreignent pas une discipline commune avec laquelle l'Occident entend rétablir une dépendance coloniale, mais sous une forme nouvelle », a-t-il signalé lors de sa récente visite en Érythrée. Même son de cloche sur le continent africain, où des voix se sont élevées pour protester contre ces tentatives d'ingérence, et contrecarrer cette étiquette de « pays déloyaux » envers l'occident, et l'absence d'une déférence suffisante envers le monde impérialiste. Plusieurs signes qui présagent d'un retour en force de Moscou sur la scène africaine, la Russie étant déjà omniprésente dans bon nombre de pays africains, comme la Centrafrique, le Mali, l'Égypte, la Guinée, et bien évidemment, l'Algérie. Un continent plus que jamais décrit comme un maillon décisif, où la Russie de Poutine serait en passe de s'imposer comme un acteur majeur.

Hamid Si Ahmed

SOMMET SUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

L'Afrique mise sur ses fonds propres

Les participants au 2e Sommet de Dakar sur le financement des infrastructures en Afrique ont souligné, au terme de leurs travaux vendredi soir, la nécessité pour l'Afrique de compter d'abord sur ses investissements internes pour développer ses infrastructures et réaliser le développement économique.

La Déclaration de Dakar, sanctionnant les travaux du 2e Sommet sur le financement des infrastructures en Afrique, qui se sont tenus au Centre international de conférences Abdou-Diouf dans la capitale sénégalaise les 2 et 3 février, demande à l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) de soumettre, lors du prochain sommet de l'Union africaine (UA), un rapport sur l'état d'avancement des projets de réalisation d'infrastructures. Cette dernière exhorte les gouvernements des pays africains, les institutions de financement du développement et les partenaires internationaux à accroître leur soutien et leurs financements aux projets infra-

structurels. Les participants ont appelé la Banque africaine de développement (BAD) à œuvrer en étroite collaboration avec l'Agence de développement de l'Union africaine pour contribuer via la plateforme du Forum africain d'investissement à drainer davantage d'investissements en faveur des projets de développement.

Les participants ont, par ailleurs, insisté sur la coordination avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et les Communautés économiques régionales en Afrique (CER) pour mettre en place un mécanisme de suivi des résultats de la réunion de Dakar, invitant l'Assemblée de l'UA à inscrire le Sommet de Dakar sur le financement des infrastructures à l'ordre du jour des réunions de l'organisation africaine. Les participants ont proposé également la création d'un fonds fiduciaire multi-donateurs au sein de l'AUDA-NEPAD, invitant le secteur privé et les investisseurs tels que les Fonds souverains et les Fonds de pension à investir dans les

projets du Programme de renforcement des capacités. La Déclaration de Dakar exhorte aussi les partenaires techniques et financiers, les institutions financières de développement, les Fonds de garantie, le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) et les secteurs bancaire et financier à travailler en étroite collaboration avec les institutions régionales et continentales pour créer une synergie entre les différents mécanismes de financement des infrastructures aux niveaux national et régional.

L'ALGÉRIE, LA LOCOMOTIVE DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Le directeur des infrastructures au ministère du Transport terrestre du Sénégal, Mamoudou Alassane Camara a déclaré en marge des travaux du deuxième et dernier jour du Sommet, que l'Algérie est l'un des pays les plus importants du continent africain avec lesquels il est désormais nécessaire de renforcer la coopération à tous les niveaux. Ajoutant « Le continent africain vit aujourd'hui une

période extrêmement importante à la faveur des projets de développement initiés par les États membres avec les organisations régionales en vue de parvenir à la réalisation du développement de la région ». Face aux mutations que connaît le monde, il est nécessaire de renforcer davantage la coopération africaine au niveau de l'Afrique de l'Ouest, a-t-il estimé, ajoutant que le Sénégal entend, à travers ses programmes de développement, créer une passerelle entre la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les pays du Maghreb arabe notamment l'Algérie. Il a expliqué notamment « Il est impératif aujourd'hui de donner un nouvel élan aux relations algéro-sénégalaises à travers la diversification de la coopération et du partenariat entre les deux pays dans le cadre de la coopération Sud-sud ainsi que le développement des infrastructures sans oublier le renforcement des capacités dans le domaine des transports notamment le transport ferroviaire »

M. Seghilani

ESPÉRANCE DE VIE EN AFRIQUE

Les Algériens vivent plus longtemps

L'Algérie a été sacrée championne d'Afrique concernant l'espérance de vie, avec une moyenne de 77 ans, selon l'organisme spécialisé dans les statistiques Statista qui dans sa plus récente étude cherchait à répondre à la question Où vit-on le plus longtemps en Afrique ? L'étude a indiqué que « L'Algérie avait l'espérance de vie à la naissance la plus élevée d'Afrique en 2022. Dans ce pays, on s'attendait à ce qu'un nouveau-né vive 77 ans ». De son côté l'Algérie a attribué ces résultats à l'augmentation du nombre de structures sanitaires, à l'amélioration de la qualité des services de santé et à l'amélioration des conditions de vie, notamment par un accès plus facile au logement et à l'eau potable. Selon les informations de l'Office national des statistiques (ONS) et de la Direction de la population du ministère de la Santé du pays, la population algérienne a augmenté de 36 millions depuis son indépendance en 1962. Elle se chiffre actuellement à 45 millions de personnes. La mortalité infantile a diminué au cours de la même période, passant de 108 à 18,9 pour 1000.

M. Seghilani

VILLE D'AREHA

13 Palestiniens blessés sous des tirs à balles réelles des forces sionistes

Au moins 13 Palestiniens ont été blessés hier par des tirs à balles réelles des forces d'occupation sionistes au sud de la ville d'Aréha, rapporte l'agence palestinienne de presse, Wafa, citant des sources locales.

Selon les mêmes sources, trois Palestiniens étaient gravement blessés après un raid sioniste dans le camp d'Aqaba Jabr, où une maison a été assiégée et perquisitionnée.

L'armée sioniste a entravé l'accès aux équipes médicales dans la région, a ajouté Wafa, citant le ministère palestinien de la Santé. Le directeur de l'Hôpital d'Aréha, Nasser Anani, cité par Wafa, a confirmé le nombre de trois blessés qui étaient dans un état critique.

De son côté, le directeur du club de prisonniers à Areha, Eid Brahma, cité par Wafa, a fait savoir que cinq autres palestiniens dont un père et ses deux fils ont été arrêtés dans la même ville, s'ajoutant à une vingtaine de Palestiniens arrêtés jeudi par les forces sionistes en Cisjordanie occupée.

La veille, les forces d'occupation sionistes ont pris d'assaut Aréha, tirant des bombes lacrymogènes et assourdissantes contre des véhicules des palestiniens. Les arrestations se font généralement par des raids nocturnes dans les maisons des Palestiniens.

M. S.

SON PRÉSIDENT S'EST RENDU À LA RASD ET S'EST ENQUIS DU DÉVELOPPEMENT DE LA QUESTION SAHRAOUIE

Le Parlement panafricain assomme Rabat

L'Union africaine, à travers ses Institutions, commence à faire bouger les lignes de la question sahraouie, au moment où l'Organisation des Nations unies s'enlise dans un insupportable statu quo qui fait gagner du temps au Maroc. En effet, le Parlement panafricain vient d'asséner un coup dur à Rabat qui croit pouvoir exclure la République arabe sahraouie démocratique des instances de l'UA.



En effet, en visite à la RASD ce vendredi, le président du Parlement panafricain, Chief Fortune Charumbira, accompagné d'une délégation composée de plusieurs membres de l'UA, a été reçu par les hautes autorités sahraouies. À commencer par le secrétaire général du Front Polisario, le président Brahim Ghali. Les deux parties ont longuement échangé sur la question sahraouie, le développement de la

situation de guerre dans les territoires occupés, la situation des réfugiés, ainsi que le rôle qui échoit aux institutions africaines, notamment le PAP, dans la résolution du conflit suivant les principes fondateurs, textes et résolutions de l'UA.

Selon la presse sahraouie, l'audience s'est déroulée en présence du Président du Parlement sahraoui, Hama Salama, de la ministre des Affaires sociales et de la Promotion de la femme, Souelma Beï-

rouk, de l'ambassadeur sahraoui auprès de l'Afrique du Sud, Mohamed Yeslem Beïssat, des membres du Parlement pan-africain sahraoui et du Conseil national sahraoui. Selon des sources concordantes, les entretiens ont porté sur le rôle fondamental que doit jouer le PAP dans la décolonisation du Sahara occidental qui subit l'occupation marocaine depuis 1975 et une série d'agressions et de violations contre son peuple qui aspire à l'indépendan-

ce dans le cadre du référendum d'autodétermination.

Autrement dit, la RASD est un pays membre fondateur de l'UA qui se trouve, paradoxalement aux textes et la juridiction de l'institution africaine, colonisé par un autre membre de l'organisation. « Ce qui est une violation manifeste des principes de sa charte basée sur le respect scrupuleux des frontières hérités après l'indépendance », selon une source proche du dossier.

Par ailleurs, le président du PAP s'est également entretenu avec le chef de la diplomatie sahraouie, membre du Secrétariat national, Mohamed Salem Ould Salek, qui l'a reçu en audience le même jour. Selon l'Agence de presse sahraouie, Ould Salek a eu des entretiens privés avec son invité Fortune Charumbira.

Fortune Charumbira, président du Parlement panafricain, mène une visite officielle en République sahraouie, au cours de laquelle il rencontrera un certain nombre de responsables sahraouis, et s'informer sur la réalité des réfugiés sahraouis, ainsi que sur les institutions sahraouies.

Farid Guellil

CONSEIL DE LA NATION

Goudjil reçoit le président du Parlement panafricain

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a reçu, hier, à Alger le président du PAP, Chief Fortune Charumbira avec lequel il a examiné nombre de dossiers d'intérêt commun, selon un communiqué du Conseil. La rencontre a permis de débattre des "questions intéressant le continent africain et des solutions à apporter pour atteindre ses aspirations", notamment à la faveur de "la volonté politique des dirigeants africains et leur conviction que les mutations géostratégiques dictées par le système international en place qui connaît un conflit opposant les grandes forces internationales, exigent désormais la conjugaison des efforts de tous les enfants du Continent", ajoute le communiqué. Goudjil a réaffirmé, dans ce sens, les fondements de la diplomatie algérienne basée sur "le respect de la souveraineté des Etats et le rejet de l'ingérence dans les affaires internes des pays", "le soutien des droits des peuples à

l'autodétermination et les efforts de décolonisation en Afrique et dans le monde conformément aux principes de la légalité internationale et aux résolutions onusiennes, comme c'est le cas du Sahara occidental, désormais tributaire des agendas de forces internationales qui continuent de tergiverser l'application des décisions onusiennes y afférentes", note le document. Goudjil a affirmé, en outre, "l'importance de soutenir l'indépendance de la décision politique africaine" et son renforcement par "l'indépendance de sa décision économique, tout en adoptant un nouveau concept du principe des non-alignés, loin de son concept durant la guerre froide", précise la même source. Dans ce cadre, Goudjil a évoqué l'approche à laquelle a appelé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à "relancer les mécanismes de coopération entre les pays africains pour une exploitation optimale de leurs ressources humaines et

matérielles, au mieux des intérêts et aspirations de leurs peuples à la prospérité et la croissance". Pour sa part, le président du PAP a exprimé sa volonté de "mettre en place des mécanismes de coopération et d'échange avec les centres africains de recherche et d'études spécialisés, et d'œuvrer à l'élargissement du champ de consulting afin d'asseoir des approches participatives au service des peuples en Afrique, renforcer son immunité et préserver sa place loin des conflits d'intérêt des grandes puissances". La rencontre était également l'occasion pour convenir de "l'impératif de relancer les mécanismes d'action du PAP, et de l'importance de renforcer ses capacités pour lui permettre de s'acquitter de ses missions au service des peuples du continent". Le président du PAP effectuera du 28 janvier au 5 février une visite officielle en Algérie à la tête d'une délégation importante.

R. N.

L'ESPAGNE ACCUSÉE DE VIOLATION DE LA SOUVERAINETÉ BRITANNIQUE À L'ENCLAVE DE GIBRALTAR

Nouvelles tensions entre Madrid et Londres

Ironie du sort... voilà que l'Espagne, qui a officiellement soutenu la position du Maroc dans le conflit du Sahara occidental, se trouve elle-même dans le sillage des pays ayant outrepassé leur souveraineté, et porté atteinte à celle d'une autre nation, le Royaume Uni en l'occurrence. Une chose est certaine, le gouvernement de Pedro Sanchez manie à merveille l'art de collectionner les crises diplomatiques, par son manque de vision politique et sa maladresse. En effet, un incident est survenu le 2 février dernier, au cours duquel des coups de feu ont été tirés par des douaniers espagnols qui pourchassaient des contrebandiers. Une « bavure » que le chef du gouvernement de Gibraltar a qualifiée d'« incident le plus sérieux et le plus dangereux depuis des années », ajoutant

même qu'au cas où cet incident venait à être confirmé, il constituerait « une infraction très sérieuse à la loi ».

Et si pour les gouvernements de Gibraltar et du Royaume Uni, cet événement « requiert un examen attentif quant à la nature et au niveau de la réplique diplomatique, l'Espagne, de son côté, a rejeté cette version, se contentant de déclarer que cet incident est une « agression (...) sur le territoire espagnol et dans les eaux proches du Rocher de Gibraltar », tout en mettant à l'index les revendications d'une prétendue souveraineté britannique sur le territoire et les eaux de Gibraltar. En effet, selon l'administration espagnole, Les douaniers ont tiré « des coups de feu dans l'eau pour tenter de faire fuir les contrebandiers », jugeant les déclarations du gou-

verneur de Gibraltar « incompréhensibles » au moment où l'Espagne négocie un accord pour créer « une zone de prospérité partagée », en référence aux discussions en cours autour de l'application des lois de l'espace Schengen à Gibraltar, sur la libre circulation des personnes et des biens entre ses 26 membres, et l'immigration notamment, depuis le Brexit. Allusions faites aux récentes discussions qui se sont tenues à Londres, les 26 et 27 janvier, entre des représentants en charge du dossier et ceux de la Commission européenne. Un accroc de plus, attribué à la gouvernance « voilée » de Sanchez, eu égard aux enjeux stratégiques et les dessous d'une telle infraction, alors que le Royaume-Uni s'est retiré de l'Union européenne. Un divorce que cette nouvelle affaire de

Gibraltar vient entacher, donnant lieu à des frictions à la frontière et des tensions diplomatiques entre Madrid et Londres. Alors que le Parti populaire conservateur, le parti nationaliste Vox militent pour une solution radicale en fermant les frontières, un retour à l'ère du régime du dictateur Francisco Franco, qui pour rappel avait fermé la frontière, avant sa réouverture en 1985, n'est pas à exclure. Soulignons, entre autres, que le détroit de Gibraltar est en théorie partagé entre les eaux territoriales des États riverains, l'Espagne, le Maroc et le Royaume Uni, mais reste soumis à un régime juridique particulier, qui en fait une voie internationale. Et sa position géographique a fait du Détroit l'un des pôles les plus attractifs du continent européen.

Hamid Si Ahmed

UN JOURNALISTE MAROCAIN CRITIQUE LE SILENCE DE SON GOUVERNEMENT

« Vous avez trahi le peuple »

Dans une vidéo postée sur sa page Facebook, le journaliste et opposant marocain Hamid El-Mahadaoui s'est dit outré par le silence de la classe politique marocaine, le gouvernement et la presse devant le vote par le parlement espagnol d'une loi permettant l'intégration des enclaves de Ceuta et Melilla, dans l'espace Schengen. "Vous vous êtes réjouis de l'absence de l'Espagne de voter la résolution non contraignante du parlement européen concernant les atteintes aux droits de l'Homme au Maroc, mais vous avez passé sous silence une loi votée par les députés espagnols, qui consacre la souveraineté de l'Espagne sur les enclaves de Ceuta et Melilla. Aujourd'hui la circulation des Marocains et des marchandises, dans ces territoires sera soumise aux lois prévalant dans l'espace Schengen. Aujourd'hui l'Europe dispose de frontières avec l'Afrique à travers Ceuta et Melilla", a-t-il indiqué.

Dans son intervention il a indiqué que le silence des responsables marocains sur cette affaire relève de la trahison pure et simple "Depuis les années 1400, les Marocains se sont toujours battus pour libérer ces territoires de l'occupation portugaise puis espagnole. Par votre silence vous avez offert des terres marocaines à l'occupant espagnol, les générations futures retiendront contre vous cette trahison". Plus critique, il a affirmé que le gouvernement d'Akhenouch qui a applaudi le revirement de la position de l'Espagne dans le dossier du Sahara occidental, est resté muet sur une question de principe, celle du combat pour la libération des enclaves occupées par l'Espagne.

"Aujourd'hui, c'est un fait accompli et la récupération de ces territoires devient impossible car vous avez passé sous silence une loi qui fait de ces enclaves des contrées espagnoles, honte à vous", a-t-il souligné. Il n'a pas manqué à cet égard de railler l'attitude du gouvernement de son pays qui a pris pour de l'argent comptant le revirement de l'Espagne dans le dossier sur Sahara occidental. "Les positions politiques des pays changent au gré des gouvernements. Donald Trump avait reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental et promis l'ouverture d'un consulat à Dakhla, mais dès l'arrivée de Joe Biden cette position a changé et l'ouverture d'une représentation diplomatique à Dakhla a été passée à la trappe. Vous avez abandonné des territoires marocains et vous allez plonger dans la précarité de larges couches du peuple marocain qui se retrouveront à payer plus cher les produits venus des enclaves aujourd'hui soumises aux taxes et autres formalités douanières en cours dans l'espace Schengen", a-t-il noté tout en précisant que les lois espagnoles en défaveur du Maroc ont été toujours votées par les députés socialistes.

Slimane B.

LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LES PSYCHOTROPES

Le nouveau projet de loi sur le bureau de l'APN

Le projet de loi consacré à la lutte contre la drogue, la consommation et la vente des psychotropes arrive sur les bureaux de l'Assemblée populaire nationale. Le texte contient de nouvelles dispositions de lutte contre le phénomène. Il est question de la mise sur pied d'une stratégie nationale de lutte contre ces crimes. Une feuille de route sera élaborée par les institutions publiques et la société civile, à se fier à des médias locaux.

Le suivi de ce projet une fois adopté par le Gouvernement est attribué à l'Office national de lutte contre la drogue et l'addiction à ces produits prohibés, rapportent les mêmes sources.

La nouvelle loi inflige, indiquent ces sources, des sanctions sévères à l'encontre de plusieurs catégories de fonctionnaires comme les pharmaciens, praticiens de la santé, les industries pharmaceutiques, les employés des services de désintoxication et autres associations activant dans le domaine. Ces peines peuvent aller jusqu'à 30 ans de prison ferme alors que les toxicomanes caractérisés par une dépendance accrue à la drogue sont dispensés de cette mesure dans le cas où ils suivent un traitement de désintoxication.

LA PERPÉTUITÉ POUR LES TRAFIQUANTS

Cette sentence peut monter, à la lumière de cette nouvelle loi, jusqu'à la perpétuité s'il s'avère que la personne impliquée agissait dans le cadre d'une association de crimes organisés.

Cette mesure de sanction concerne également ceux qui occupent des postes législatifs, exécutifs, administratifs ou bien membres des Assemblées populaires locales sans se référer à son statut. La nouvelle loi prévoit également des peines et des amendes contre ceux qui profèrent des menaces ou faisant usage de la violence pour obtenir des psychotropes, allant jusqu'à 3 ans de prison ferme, alors que ceux qui produisent illégalement cette sub-



Ph:DR

stance, vendent, détiennent, proposent, stockent, revendent ou transportent de la drogue et des psychotropes sont passibles de 10 à 20 ans de prison ferme avec une amende de 50 000.000 de dinars algériens.

La nouvelle loi protège également les « lanceurs d'alertes » sur les questions liées aux crimes en rapport avec la drogue et autres stupéfiants (consommation, vente...), et ce, avant le passage à l'acte.

RÉVISION DE LA LOI SUR LES PERSONNES ACCROS À LA DROGUE

Le nouveau texte a révisé également les dispositions liées aux personnes accros à la drogue qui suivent un traitement dans les centres de désintoxication qui seront ainsi à la faveur de cette nouvelle loi déchargées de toutes poursuites judiciaires sous condition de la poursuite de suivi médical, et ce, avant le lancement de l'action judiciaire.

S'agissant des mineurs arrêtés dans le cadre de la lutte contre la consommation de la drogue, la loi interdit leurs audiences sans la présence des tuteurs ou de leurs avocats et dans le cas où il est avéré que le mineur est toxicomane, le procureur peut ordonner son placement dans un centre de désintoxi-

cation et serait ainsi à l'abri de toute poursuite judiciaire. Dans ce cadre, la personne mineure arrêtée sera ainsi suivie médicalement comme le stipule l'article 10 de ce nouveau projet, pour une durée ne dépassant pas les 12 mois avec obligation pour le médecin traitant d'aviser les autorités judiciaires sur l'évolution du traitement du patient.

Il est également procédé au renouvellement du fichier national électronique classifiant les substances à usage médical et contenues dans des ordonnances médicales. Ces données numériques sont mises sous la responsabilité des services judiciaires, la police judiciaire, les praticiens de la santé, et sous le contrôle de la tutelle.

INTERDICTION DE PLANTATION DE L'OPIUM, COCA, OU CANNABIS

L'implantation de plantes de l'opium, de coca, ou de cannabis est également interdite et les personnes impliquées encouront la perpétuité, selon la nouvelle loi. Les associés des personnes arrêtées auront aussi la même sentence. Il est également mentionné que toute personne ayant délivré une ordonnance ou sont proscrits des psycho-

tropes sur la base d'une amitié ou connaissance, ou ayant délivré ces substances sans ordonnance médicale destinées soit à la consommation personnelle ou à la vente subiront une peine de 10 ans de prison ferme notamment pour ceux qui travaillent dans le secteur de la santé à l'instar des pharmaciens et médecins, selon cette nouvelle loi. L'article 35 stipule « Il est permis au procureur de la République ou au juge d'instruction d'autoriser sous sa responsabilité les services de la police judiciaire ou des agents de la police judiciaire de délimiter la zone géographique où se trouve une personne soupçonnée ou accusée dans le cadre d'une affaire de crime en utilisant tout moyen technologique à l'aide du système numérique d'information. »

La nouvelle loi autorise, dans le même registre, les autorités publiques à faire appel à l'aide internationale pour lutter contre ce crime sous condition de garder le secret sur les informations recueillies comme elles peuvent refuser cette aide s'il est jugé qu'elle constitue une atteinte à la souveraineté nationale ou à l'ordre public.

LA CONSOMMATION DES STUPÉFIANTS PREND DES PROPORTIONS ALARMANTES

La consommation de la drogue et des psychotropes a pris des proportions alarmantes ces dernières années, dans notre pays en dépit des efforts déployés par les services de sécurité et douaniers pour endiguer ce phénomène comme l'attestent les coups de filet enregistrés parmi ces réseaux. Le dernier en date a eu lieu dans la wilaya de Djelfa au sud du pays où 10 personnes dont une femme ont été mise en détention provisoire pour transport, stockage, et vente de la drogue, dont de la cocaïne et des psychotropes. Ils sont membres d'un réseau de malfaiteurs et criminels.

Pour rappel, la directrice de la prévention à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), Ghania Mekdach, a révélé récemment que la quantité saisie en 2022 a enregistré une hausse considérable par rapport à 2021 avec plus de 60 tonnes de résine de cannabis saisies par les services de sécurité durant les dix premiers mois de 2022, soit une augmentation de 200 % par rapport à l'année d'avant.

Brahim Oubellil

PROGRAMMES NATIONAUX SUR LA PROTECTION SOCIALE DES ENFANTS

Le CNESE lance une étude avec l'Unicef

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a annoncé qu'une étude des programmes nationaux de protection sociale en relation avec la réalisation des droits des enfants et des adolescents en Algérie est en cours de réalisation avec l'appui technique de l'Unicef. Dans le cadre de ses missions d'évaluation des politiques publiques, le CNESE mène, avec l'appui technique de l'Unicef, le CNESE a initié une étude intitulée « Analyse des programmes nationaux de protection sociale en Algérie en relation avec la réalisation des droits des enfants et des adolescents », a-t-il indiqué, dans un communiqué. Selon la même source, cette étude vise à « identifier les avantages, les lacunes et les limites du système national de protection sociale afin d'informer et d'orienter les décideurs vers une proposition de réformes ou de réajustements, rendant les programmes de protection sociale mieux adaptés aux besoins des enfants ». À cet effet, « le CNESE a mis en place un comité technique interministériel composé de représentants sectoriels concernés par la mise en œuvre des différents programmes de

protection sociale. Ce comité représente un espace d'échange et de consultation sur les questions soulevées par l'étude », a-t-il souligné. À ce titre, « une mission de terrain a été organisée avec l'appui de secteurs institutionnels dont le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MICLAT) », a-t-il ajouté, relevant que « des échanges et des entretiens ont eu lieu aux niveaux central et local en présence d'experts, permettant de recueillir des infor-

mations qualitatives en plus de celles fournies par les sources administratives et les enquêtes nationales, afin d'établir un état des lieux qualitatif et quantitatif des programmes de protection sociale ». Au niveau central, « les échanges ont eu lieu entre le 15 et le 19 janvier 2023 avec les responsables des programmes de protection sociale au niveau des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Santé, de l'Éducation nationale, de la Soli-

darité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme (MSNFCE) dont l'Agence de développement social (ADS), du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale dont la CNAS, la CNR, la CASNOS et la CNAC, de l'Habitat et des Finances », précise le CNESE. Quant aux rencontres au niveau local, le CNESE a fait savoir qu'« une délégation, composée de représentants du CNESE, de l'Unicef et d'experts, ainsi que de représentants du MICLAT, du MSNFCE et de l'ADS s'est rendue,

entre le 22 et le 28 janvier 2023, au niveau de quatre wilayas : Annaba, M'sila, Laghouat et Oran ». Dans ce sens, « des entretiens ont eu lieu auprès de trois groupes cibles: les responsables sectoriels locaux chargés des programmes de protection sociale, les bénéficiaires des programmes de protection sociale et les acteurs de la société civile activant dans le domaine social à l'adresse des enfants et des adolescents ».

Sarah O.

SMARTPHONES

Campagne d'espionnage ciblant les utilisateurs d'Android

Les chercheurs d'ESET, 1er éditeur européen de solutions de sécurité, ont identifié une campagne StrongPity active distribuant une version « trojanisée » de l'application Android Telegram.

Active depuis novembre 2021, la campagne a distribué une application malveillante via un site Web se faisant passer pour Shagle – un service de chat vidéo aléatoire qui fournit des communications cryptées entre étrangers. Contrairement au site Shagle authentique entièrement basé sur le Web qui

n'offre pas d'application mobile officielle pour accéder à ses services, le site imitateur ne fournit qu'une application Android à télécharger et aucun streaming sur le Web n'est possible.

Cette porte dérobée StrongPity possède diverses fonctionnalités d'espionnage : ses 11 modules déclenchés dynamiquement sont responsables de l'enregistrement des appels téléphoniques, de la collecte des messages SMS, des listes des journaux d'appels, des listes de contacts, et bien plus encore. Ces

modules sont documentés pour la toute première fois.

« Si la victime accorde les services d'accès à l'application malveillante StrongPity, l'un de ses modules aura également accès aux notifications entrantes et pourra exfiltrer les communications de 17 applications telles que Viber, Skype, Gmail, Messenger ainsi que Tinder ». Alerte The Disruption Company les utilisateurs de smartphones Android dans un communiqué de presse.

S.O.

MARCHÉ NOIR DE LA DEVISE

Les députés appellent à l'éradication pure et simple

Les députés de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale ont souligné la nécessité de l'élimination du marché noir de la devise qui devient de plus en plus nuisible à l'économie nationale.

Dans ce contexte, les députés de l'APN ont souligné, jeudi dernier, la nécessité de mettre fin au square Port Saïd et au marché noir de la devise dans le pays, appelant le gouvernement à mettre en œuvre des mesures strictes pour éradiquer et faire face à ce phénomène. Tout en rappelant les procédures incluses dans le nouveau projet de loi monétaire et bancaire, qui adopte les bureaux de change officiels au niveau de tout le territoire national, en autorisant notamment les particuliers à ouvrir des bureaux de change. Notant au passage qu'un programme de débat autour de ce projet est prévu à partir d'aujourd'hui et pour une durée de 12 jours, durant lesquels des responsables du secteur financier et des membres du gouvernement seront reçus pour débattre sur le projet.

En outre, et lors de son intervention à l'APN, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a précisé que ce texte de loi s'inscrit dans le cadre « des réformes initiées par les pouvoirs publics et de la restructuration du système monétaire et financier en Algérie, afin de s'adapter aux derniers développements et de mieux répondre aux exigences de la réforme économique escomptée ». Cette réforme permettrait de renforcer la performance des entreprises économiques et d'encourager l'investissement étranger qui nécessite des facilitations en termes de transfert des capitaux. « Cette profonde révision » tend à renforcer la gouvernance et la



transparence du système bancaire, la Banque d'Algérie en tête, en conférant au Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) de nouvelles prérogatives lui permettant d'accompagner les transformations que connaît l'écosystème bancaire, en élargissant ses prérogatives en matière d'agrément des banques d'investissement, des banques numériques, des prestataires de services de paiement et des courtiers indépendants, en autorisant l'ouverture des bureaux de change et en renforçant le rôle de la Commission bancaire en tant qu'autorité de supervision et en tant qu'instance judiciaire et administrative, ajoute le ministre.

La mise en place d'un nouveau cadre juridique régissant l'activité de la monnaie et du crédit, en application du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visait à adapter le développement de l'environnement bancaire à la transition économique, financière et technologique que connaît l'Algérie, et à faire face aux défis actuels, a rappelé Kassali. Parmi les principaux amendements du projet de loi sur la monnaie et le crédit, figure le renforcement de la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie

(BA), du Conseil de la monnaie et du crédit, de la Commission bancaire, des banques et des institutions financières à travers le retour au système de mandat (04 ans) pour l'exercice de la fonction de gouverneur de la Banque d'Algérie et de vice-gouverneurs, renouvelable une (01) seule fois.

Aussi la mise en place d'un cadre juridique pour l'exercice de l'activité relative à la finance islamique, qui consacre, en particulier, la possibilité d'agréer des banques et institutions financières effectuant exclusivement les opérations liées à la finance islamique. Tout en renforçant les mécanismes de suivi et de contrôle, notamment par la création de nouveaux comités comme celui de la stabilité financière lesquels seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises. Par ailleurs, il a été introduit dans cette loi la monnaie numérique de la Banque centrale, appelée « dinar numérique algérien », qui est développée, mise en circulation, gérée et contrôlée par la Banque d'Algérie, laquelle constituera in fine un soutien à la forme matérielle de la monnaie fiduciaire.

Sarah O.

RÉUNION INTERNATIONALE DE SUIVI POUR PROMOUVOIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN JUILLET 2023

Se nourrir, un droit fondamental pour tous

Dans la même prospérité que la Déclaration de Rome de 1996, sur la sécurité alimentaire mondiale, qui souligne « le droit de chacun d'avoir accès à une alimentation saine et nutritive, conformément au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim », une réunion internationale de suivi pour promouvoir la sécurité alimentaire est prévue du 24 au 26 juillet prochains, à Rome, dans le cadre des efforts pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. C'est ce qu'a annoncé depuis Rome, la vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, et par le ministre des Affaires étrangères de l'Italie, Antonio Tajani.

Co-organisée par les Nations unies et l'Italie, cette rencontre constituera le premier suivi mondial du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, où plus de 50 000 personnes, dont 77 chefs d'État et de gouvernement, de 193 pays, se sont engagées à accélérer et à approfondir le pouvoir de transformation des systèmes alimentaires afin de réa-

liser pleinement les 17 Objectifs du développement durable (ODD).

Face aux contraintes d'accès à la nourriture, l'insuffisance persistante des revenus des ménages à travers le monde, l'instabilité de l'offre et de la demande, ainsi que les catastrophes naturelles et d'origine humaine, les problèmes de la faim et de l'insécurité alimentaire ont des dimensions mondiales et risquent de persister, voire de s'aggraver de façon spectaculaire dans certaines régions.

D'où la nécessité d'entrevoir des mesures urgentes, déterminées et concertées, compte tenu de l'augmentation prévue de la population mondiale et de la pression sur les ressources naturelles. À ce juste titre, Mme Mohammed a déclaré : « J'attends avec impatience le leadership de l'Italie pour rassembler les parties prenantes, afin de créer la preuve que la transformation des systèmes alimentaires est un accélérateur essentiel des ODD », soulignant que « des systèmes alimentaires plus durables, plus équitables, plus

sains et plus résilients, ont un impact direct sur la vie et les moyens de subsistance des personnes, alors que nous nous efforçons d'offrir un avenir meilleur aux gens et à la planète ».

Pour sa part, Mr. Tajani estime que l'Italie, avec l'implication stratégique de son secteur agroalimentaire fort et innovant, s'engage à jouer un rôle de plus en plus actif dans le soutien des efforts de la communauté internationale pour promouvoir la sécurité alimen-

taire et des solutions transformatrices et innovantes, pour des systèmes alimentaires durables et efficaces dans le monde entier ».

Ainsi, et avant le Sommet sur les objectifs de développement durable prévu en septembre 2023, cette réunion sera un avant-goût des progrès annoncés en 2021, alors que près de 3,1 milliards de personnes sont incapables de se permettre une alimentation saine.

Hamid Si Ahmed

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

30 techniciens supérieurs seront formés à Oran

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels d'Oran a signé dernièrement avec la société "Sopha" spécialisée dans l'industrie pharmaceutique une convention pour former 30 stagiaires dans la production pharmaceutique. L'accord a été établi selon un nouveau programme de formation de cette spécialité approuvé par le ministère de la Santé qui a décidé de l'introduire dans la nomenclature des spécialités enseignées à partir de la session de février en cours, a indiqué Bouzid Laïd, chef du service partenariat et formation continue, Bouzid Laïd. Le partenariat avec la société "Sopha" permettra la formation de techniciens supérieurs en industrie pharmaceutique pour une durée de 30 mois, a ajouté M. Laïd. "Le programme de cette spécialité sera mis en pratique lors de cours théoriques et pratiques répartis entre l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Est-Belgaïd et la société Sopha, implantée dans la commune de Hassi Benyebka. L'objectif étant la formation d'une main d'œuvre qualifiée de cette unité productive", a-t-il indiqué. L'importance de cette formation réside dans le fait que tous les apprentis concernés seront intégrés dans des postes de travail permanents au niveau de l'entreprise Sopha, une fois leur formation achevée", a-t-on souligné.

R. E.

PROJETS DE PHOSPHATE À TEBESSA ET MINE DE FER DE GHARA DJEBILET

Mohamed Arkab et Lakhder Rakhroukh font le point



Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a co-présidé, hier, à Alger avec le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures, Lakhder Rakhroukh, une réunion de coordination entre les deux secteurs concernant des projets d'infrastructures relatifs aux projets de phosphate intégré de Blad El Hadba à Tébessa et de fer de Ghara Djebilet (Tindouf).

Lors de cette rencontre, un exposé a été présenté sur le projet de phosphate intégré, premier du genre en Algérie en matière d'exploitation minière et de production d'engrais, lequel assurera le développement et l'exploitation de la mine de Blad Al Hadba dans la région de Djebel Onk à Tébessa ainsi que la transformation chimique du phosphate à Oued Keberit à Souk Ahras outre les infrastructures minières spécialisées sises à l'aéroport d'Annaba.

Les discussions ont porté sur le transport par voie ferroviaire, son habilitation et son développement, en sus de l'alimentation en eau et autres. Aussi, un autre exposé a été présenté sur les projets d'infrastructures relatifs à l'exploitation de la mine de Ghara Djebilet à Tindouf, notamment en ce qui concerne la base industrielle à créer dans la wilaya de Béchar, qui assurera l'opération de traitement et de transformation de fer brut extrait de Ghara Djebilet à des matières semi-finies, ainsi que les moyens de leur transport à travers la réalisation d'un projet d'extension de la ligne ferroviaire liant la mine de Ghara Djebilet (Tindouf) à Béchar. Selon le communiqué, l'accent a été également mis sur les différentes étapes d'investissement par lesquelles devra passer ce projet stratégique ainsi que ses exigences en termes d'infrastructures et d'alimentation en eau.

R. E.

**S
T
R
O
P
S**

CONFÉRENCE DE PRESSE DE PATRICE MOTSEPE :

«Pas de places aux coulisses dans la désignation du lieu de la CAN-2025»

Alors que la conférence de presse animée hier par le président de la CAF, Patrice Motsepe, au stade Nelson-Mandela, peu avant la finale du CHAN devait être consacrée pour l'évaluation de cette 7^e édition de l'épreuve, toutes les questions ou presque ont tourné plutôt sur la domiciliation de la CAN-2025.

Il faut dire que cela était somme toute attendu. D'abord, parce que l'Algérie figure parmi les pays ayant déposé leurs candidatures pour accueillir l'événement, initialement prévu en Guinée, et aussi parce que notre pays a marqué des points importants dans ce registre à travers une organisation de premier ordre CHAN qui avait l'allure d'une CAN.

Une impression réitérée par le dirigeant sportif sud-africain, qui n'a pas tari d'éloges sur l'Algérie et tout ce qu'elle a déployé comme moyens pour que cette 7^e édition du CHAN se déroule dans les meilleures conditions.

«Je dois d'abord remercier le président de la République, Abdelmadjid Tebboune



pour l'accueil formidable qui nous a été réservé lors de ce CHAN et tout le soutien qu'il nous a fourni pour réussir cette compétition. Tout a été impeccable, à commencer par la qualité des infrastructures mises à notre disposition, en passant par le niveau élevé de la transmission télévisée de l'événement, et en arrivant à l'engouement populaire exceptionnel affiché par le public algérien», a-t-il dit d'emblée.

Toutes ces marques de reconnaissance traduisent parfaitement, selon Motsepe, la réputation de l'Algérie comme étant un pays footballistique et au passé glorieux dans ce domaine, "d'où mon souhait de voir la sélection algérienne dans le prochain Mondial".

Et si le patron de la première instance footballistique continentale n'a pas voulu s'exprimer sur les chances algériennes dans l'organisation de la CAN-2025, il a tenu, en outre, à rassurer quant à la neutralité de la CAF lorsqu'elle sera appelée justement à trancher sur le pays qui accueillera le rendez-vous en question.

«L'Algérie dispose de tout pour organiser, non seulement une CAN mais même un Mondial. C'est le cas de le dire aussi

pour les pays engagés dans la course à l'organisation de la CAN-2025. Cependant, ce que je dois dire, c'est que la décision finale sera prise d'une manière neutre, objective et transparente, tout en se référant aux critères définies dans ce registre par la FIFA et la CAF. On ne permettra pas que le jeu de coulisses ait une influence sur le verdict final de notre instance», s'est-il encore engagé.

Patrice Motsepe a, néanmoins, laissé entretenir le suspense au sujet de la date devant être fixée pour l'annonce du pays organisateur de la CAN-2025, se contentant de dire que le verdict ne tombera pas le 11 février en cours, comme laissé entendre par certains depuis quelque temps. Qualifiant à nouveau le CHAN algérien du meilleur depuis la création de cette compétition en 2009, le président de la CAF, qui a valorisé la décision de son instance de revoir à la hausse les primes dédiées aux vainqueurs de cette épreuve, n'a pas abordé le sujet de l'avenir de ce championnat, ni annoncé une quelconque candidature pour abriter la prochaine édition.

Hakim S.

NIGER-MADAGASCAR (0-1)

Les Malgaches s'offrent le bronze

La sélection malgache s'est adjugée la troisième place de la septième édition du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) des footballeurs locaux après sa victoire devant le Niger sur la plus petite des marges (1-0), vendredi soir au stade Miloud-Hadefi d'Oran. Ayant échoué à aller au bout de leur rêve, en perdant leurs premières demi-finales dans l'histoire du CHAN, les sélections du Niger et du Madagascar avaient néanmoins un bon coup à jouer, en tablant sur une troisième place dans cette septième édition, ce qui constitue en soi une performance de taille pour les deux équipes. Mais les deux antagonistes n'ont pas réussi à hisser le niveau de jeu, par manque de motivation peut-être, puisque la première mi-temps a été pauvre en occasions franches, même si les Malgaches sont parvenus à prendre possession du cuir, mais sans grand danger. D'ailleurs, la seule alerte signalée pendant les premières 45 minutes du match fut l'œuvre de Natenaina (18'), dont le tir à ras de terre a frôlé le poteau gauche de la cage nigérienne. Pour sa part, la formation du Niger, fidèle à sa stratégie de jeu adoptée depuis le début de cette compétition, en misant sur les longues balles, n'a pas du tout inquiété le gardien adverse. Les Malgaches vont revenir avec de meilleures ambitions lors



de la seconde période, parvenant à dominer les débats et assiéger le camp adverse. Cela s'est traduit, du reste, par quelques occasions nettes de scorer, mais ratées par notamment par Tokinitinaina (48') et Jean Razafindrakoto (57'). Ce dernier revient à la charge à deux minutes de la fin, mais cette fois-ci ce fut la bonne puisqu'il a profité d'une mauvaise interception du gardien adverse d'un tir botté des 20 mètres pour marquer le but de la délivrance et dédier aussi la médaille de

bronze à son pays, et ce, pour sa première participation dans le CHAN. La cérémonie de remise des médailles, organisée à l'issue de la rencontre, a été présidée par le président de Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, en présence du ministre des sports du Gabon Franck Nguema, du président de la Fédération algérienne de football, Djahid Zefizet, ainsi que des autorités locales et des membres du Comité d'organisation du CHAN.

SÉTIF. INTERNET

Mise en place d'un réseau de 3 609 km de fibre optique

Un réseau de 3.609 km de fibre optique a été mis en place de fin 2017 à début 2023 au travers les 60 communes de la wilaya de Sétif, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale de la poste et des télécommunications.

L'opération a permis le raccordement à la fibre optique de 150 bureaux de poste, 66 antennes communales et cinq zones industrielles à Sétif, El Eulma, Ouled Saber et Khalfoune, ainsi que tous les sièges des dairas et Assemblées populaires communales (APC) à l'exception des sièges des APC d'Ait Nawel Mezada, Tizi Nebrache et Boussemam situées au nord de la wilaya, a précisé le directeur local du secteur Tayeb Ben Nakhla à l'APS. Il sera procédé prochainement au raccordement de mini zones d'activité situées dans les communes Ain Oul-



mène, Ain Azel et Salah Bey (au sud de Sétif), selon M. Ben Nakhla qui a précisé que l'opération est actuellement en phase de conclusion des procédures administratives à la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC). Une "amélioration remarquable" en matière de la qualité des services assurés aux clients d'Algérie télécom a été enregistrée après la pose du réseau de la fibre optique, notamment auprès des collectivités locales, les bureaux de poste et les industriels entre autres, a-t-on souligné. L'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie des hautes instances de l'Etat pour un service public à la hauteur des aspirations des citoyens et la concrétisation du principe de l'égalité des chances entre les citoyens s'agissant de la disponibilité des services offerts par le secteur de la

poste et des télécommunications, selon le même responsable. La généralisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) dans toutes ses variantes comme la fibre optique et le système du Nœud d'accès Multi-Service (MSAN), entre autres, a contribué au désenclavement de la majorité des zones lointaines, selon M. Ben Nakhla. Le même responsable a indiqué que la région a bénéficié au titre de l'année 2023 de l'inscription de 41 opérations pour le développement du réseau de la fibre optique ce qui va contribuer à l'amélioration de la qualité des services offerts aux clients dans le domaine des télécommunications, au travers notamment de l'augmentation du débit de l'Internet et l'élimination des pannes récurrentes dans l'ancien réseau. Ces nouvelles opérations viennent s'ajouter à 52 autres opérations pour le remplacement du réseau de câbles en cuivre par un réseau de la fibre optique avec une moyenne de 23.174 sorties.

TOUGGOURT. COTURNICULTURE

Des résultats "encourageants" dans l'élevage de la caille

Des résultats "encourageants" ont été enregistrés, ces dernières années, dans l'élevage de la caille (coturniculture) à Touggourt, augurant de perspectives prometteuses pour cette filière agricole qui attire davantage l'attention des jeunes, notamment. Parmi les jeunes éleveurs ayant relevé le challenge de l'investissement dans ce domaine, Mohamed Benchenna a mis sur pied une petite ferme dans la commune de Zaouia El-Abidia (nord de Touggourt), dont la production bimensuelle (deux fois par mois) oscille entre 5.000 et 10.000 unités. Approché par l'APS, Mohamed (34 ans) a indiqué qu'il s'est lancé dans la coturniculture, il y a environ quatre ans, et ce, après l'obtention d'un diplôme d'éleveur de poulets de chair du Centre de formation et de vulgarisation agricole (CFVA) de Sidi Mahdi (Touggourt). Evoquant les avantages de l'élevage de la caille, il dira que comparativement à d'autres espèces de

volaille, l'élevage de la caille est moins coûteux et nécessite peu d'efforts. Aussi, la caille se caractérise par une forte immunité contre les maladies et un cycle de reproduction court (18 jours), selon ce jeune éleveur. Aujourd'hui, Mohammed compte développer davantage sa ferme, après avoir bénéficié d'une assiette foncière devant ainsi lui permettre de relever les capacités de production et de répondre à la demande sans cesse croissante, non seulement à Touggourt, mais aussi dans d'autres wilayas, à l'instar d'Ouargla, Ghardaïa et d'El-Oued. Il prévoit, à ce titre, l'acquisition de nouveaux équipements ainsi que l'introduction de l'élevage du canard musqué (canard berbère), considéré comme l'une des meilleures espèces de volaille, à haute valeur nutritionnelle. La directrice des services agricoles (DSA) de la wilaya de Touggourt, Hanane Labiad, qui n'a pas manqué d'exprimer son admiration pour ce jeune

investisseur, a indiqué à l'APS que Mohammed va bénéficier du soutien et de l'accompagnement nécessaires au développement de cette filière agricole, et ce, dans le cadre des efforts déployés par l'Etat à l'effet d'encourager le secteur agricole, toutes filières confondues. Ainsi, une parcelle de terrain, consacrée dans le cadre de la concession agricole, sera bientôt mise à sa disposition pour développer cette activité dans des conditions appropriées", selon la DSA de Touggourt. -- Vers la création d'une coopérative d'élevage de cailles-- Pour donner un nouvel essor à la filière dans cette wilaya du Sud-est du pays qui recense actuellement une vingtaine d'éleveurs, Mohammed envisage avec d'autres producteurs locaux de s'organiser en coopérative ou association. Une telle démarche ouvrira, sans nul doute, de nouvelles perspectives de commercialisation, de production et de commercialisation pour les éleveurs.

CONSTANTINE. COMMUNE D'IBN BADIS

1000 plants de pin pignon mis en terre à la retenue collinaire d'El Biayar

Mille (1000) plants de pin pignon ont été mis en terre jeudi au niveau de la retenue collinaire d'El Biayar dans la commune d'Ibn Badis (30 km Sud-Est de Constantine), a-t-on appris auprès des services de la conservation des forêts. L'opération a été réalisée en coordination avec les services des Directions de l'environnement et des ressources en eau, dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des zones humides (2 février de chaque année), a précisé à l'APS Mouad Boumegoura, chef du service protection de la faune et de la flore à la conservation locale des forêts. L'objectif de

cette action qui a également mis à contribution des membres d'associations versées dans ce domaine, à l'instar de l'association de la protection de la nature et de l'environnement (APNE), est de renforcer le couvert végétal et de récupérer les surfaces touchées par les incendies des dernières années, a affirmé le même responsable. A cet effet, plus d'une centaine d'étudiants de l'université Salah Bounider (Constantine 3) et des élèves des établissements scolaires, tous cycles confondus, ont bénéficié d'une sortie dans cette zone consacrée à la biodiversité. L'initiative constitue une opportunité pour les

écoliers et les étudiants de mieux connaître la richesse biologique de cette zone à caractère forestier et montagnard et d'enrichir leurs connaissances dans ce domaine, a-t-on expliqué, faisant savoir que des actions de contrôle et de présentation des méthodes de recensement des oiseaux migrateurs ont été programmées. Une équipe d'ingénieurs, d'experts et de cadres du secteur de la conservation des forêts et de l'environnement a été désignée pour assurer le bon déroulement et la réussite de cette sortie, a indiqué M. Boumegoura, ajoutant qu'une opération de nettoyage de

l'espace forestier a été organisée avec la participation des élèves présents, opération destinée à leur inculquer l'importance de la culture environnementale.

Dans la wilaya de Constantine, le programme de célébration de la Journée mondiale des zones humides a été entamé depuis le 24 janvier dernier par l'organisation, en milieu scolaire, d'une série de journées de sensibilisation et d'information sur la biodiversité et les méthodes de préservation de l'environnement, ainsi que sur la réglementation relative à ce secteur, a-t-on indiqué de même source.

MILA. CLASSEMENT "ZONES HUMIDES"

Les cascades de Tamda et le lac d'Oum Lahnèche proposés

La Direction de l'environnement de la wilaya de Mila a proposé l'inscription à l'étude le classement des cascades de Tamda, dans la commune d'Ahmed Rachedi, et le lac d'Oum Lahnèche, dans la commune de Tassedane Hedadda, zones humides, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction de l'environnement. Selon le chef de service protection de la biodiversité et des écosystèmes relevant de la Direction de l'environnement, Thamoud Benfatima, la proposition de classer les cascades de Tamda, dans la commune d'Ahmed Rachedi, est justifiée par le site forestier et montagnard qui les abrite, tandis que le lac d'Oum Lahnèche se situe en milieu forestier d'une altitude de 1200 m et compte une nombreuse faune, dont la salamandre amphibie, endémique en Afrique du Nord. Les études de classement ont été présentées aux autorités de tutelle, en vue de permettre la protection de l'ensemble de la biodiversité de ces sites, souligné M. Benfatima, rappelant que la wilaya de Mila compte de nombreuses autres zones humides non classées, à l'image du barrage de Béni Haroun, le barrage Grouz et les retenues collinaires qui abritent une faune variée dont des oiseaux migrateurs, cependant, a-t-il estimé, "la rareté de la pluviométrie constitue une menace contre cette biodiversité qui mérite des efforts de protection par l'ensemble des acteurs". A noter que dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des zones humides, célébrée le 2 février, portant cette année le slogan "Il est temps de recouvrir les zones humides", la Direction de l'environnement de la wilaya de Mila et la conservation des forêts ont prévu un programme d'activités d'une semaine, ciblant les élèves des écoles et des centres de la formation professionnelle.

SAÏDA. OULED KHALED

Relogement de plus de 40 familles

Pas moins de 44 familles occupant des habitations vétustes dans la commune d'Ouled Khaled (Saïda), ont bénéficié jeudi de nouveaux logements, dans le cadre d'un programme de résorption de l'habitat précaire (RPH). Les services communaux ont mobilisé l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires pour la réussite de cette opération. Les agents communaux ont procédé à la démolition des habitations précaires et récupéré, immédiatement après l'opération de relogement, l'assiette foncière, d'une superficie d'un hectare, devant abriter des équipements publics. Le président de l'APC d'Ouled Khaled, Nabi Kada, a indiqué que ses services ont procédé, en décembre dernier, à la démolition de 104 constructions illicites au niveau de la zone de "Kherarza", sise sur le territoire de la commune. Il a également annoncé que l'assiette récupérée sera exploitée pour la construction de logements sociaux. Cette collectivité locale a enregistré, l'année dernière, la distribution de 50 logements publics locatifs (LPL). Quelque 400 logements de type public locatif sont en cours de réalisation dont 190 déjà achevés, rappelle-t-on.

ÉTATS-UNIS

Les démocrates prêts pour "quatre ans de plus" de Biden

"Quatre ans de plus! Quatre ans de plus!" Les démocrates ont accueilli Joe Biden en star à Philadelphie vendredi, faisant bloc autour du président américain dont la candidature à un nouveau mandat s'impose désormais selon eux comme une évidence.



"Je vais vous poser une question simple: êtes-vous avec moi?", a lancé le dirigeant octogénaire à une foule rugissante, brandissant des panneaux "Go Joe". Réuni en congrès depuis deux jours dans cette ville du nord-est des Etats-Unis, les démocrates s'attellent à poser les jalons d'une candidature, dont l'annonce paraît imminente. Interrogé par l'AFP, le sénateur Chris Coons, très proche de Joe Biden, a prédit une déclaration "dans les prochains mois".

"APÔTRES"

Balayés, tous les doutes sur l'âge de Joe Biden, qui avait promis en 2020 de faire de sa présidence une sorte de "pont", qui ouvrirait la voie aux générations futures. "On me parle de ça de temps en temps, mais vraiment

moins que vous ne le pensez", affirme Ken Martin, chef du parti démocrate du Minnesota à l'AFP, comme pour minimiser la question brûlante. Devant un des nombreux panels de la convention, il exhorte les militants démocrates à devenir les "apôtres" de Joe Biden "au cours des deux prochaines années". Des investissements titanesques dans les infrastructures du pays, une défense de la classe ouvrière et des emplois syndiqués... "Aucun président n'en a fait autant" pour le pays, affirme l' élu sans détours. "Nous devons sortir, promouvoir tout cela auprès du peuple américain", invite-t-il. - 80 ans, et alors ? - S'il était réélu, Joe Biden aurait 86 ans à la fin de son second mandat. Malcolm Kenyatta, de près de 50 ans le cadet du président, minimise aussi: "Je ne me permettrais pas de le discriminer sur son âge tant qu'il défend un pro-

gramme qui fonctionne", assure cet élu de Pennsylvanie. Kenyatta est membre de cette aile progressiste du parti, plus à gauche, qui est peu à peu rentrée dans le rang, abandonnant ses critiques sur le programme social et climatique du président.

"NE TE PRÉSENTE PAS, JOE"

A Philadelphie, berceau de la démocratie américaine, l'opposition la plus frontale à la candidature de Joe Biden vient donc de l'extérieur: dans un froid glacial, un camion au message plutôt explicite -- "Ne te présente pas, Joe" -- circule autour de l'établissement accueillant cette convention. "C'est un candidat vraiment faible pour 2024", critique Sam Rosenthal, le militant à l'origine de cette action. "Pas assez progressiste", sous le coup d'une enquête pour la

gestion de ses archives personnelles: pour ce jeune rencontré par l'AFP, il ne fait aucun doute qu'une nouvelle candidature Joe Biden pour la Maison Blanche ne serait "pas viable" face à un républicain. Mais les appels de son groupe, qui n'est pas affilié au parti du président, se heurtent à un mur bleu -- la couleur des démocrates. Joe Biden, qui avait dû affronter une quinzaine de candidats lors des dernières primaires du parti en 2020, fera cette fois-ci visiblement cavalier seul. Et se prépare à affronter en novembre 2024 le candidat choisi par les républicains, qui peinent pour l'instant à s'entendre. "Je pense que nous sommes en train d'assister au dernier souffle du parti républicain", assure Jaime Harrison, le président du parti démocrate, débordant de confiance. "Donc prenez vos vitamines, et tenez vous prêts."

CHILI

Au moins 13 morts dans plus de 200 incendies de forêts

Au moins 13 personnes sont mortes vendredi dans plus de 200 incendies de forêts survenus dans le centre du Chili, où sévit une intense vague de chaleur, ont annoncé les autorités qui ont déclaré plusieurs régions en état de catastrophe. "Nous déplorons 13 morts au total, 11 dans la ville de Santa Juana (région de Biobío), un pilote de nationalité bolivienne et un mécanicien de nationalité chilienne qui se sont écrasés dans un hélicoptère qui luttait contre les feux", a déclaré Mauricio Tapia, directeur national adjoint du Service national de prévention et de réponse aux catastrophes (Senapred). Le crash de l'appareil s'est produit dans le secteur de Galvarino, dans la région de La Araucanía.

Les autorités ont recensé 22 blessés, dont 8 dans un état grave, ajoutant que plus de 200 incendies ont jusqu'à présent dévasté plus de 40.000 hectares et complètement détruit 97 habitations. Sur les 204 feux actifs, 56 sont hors de contrôle.

Ces incendies se produisent pendant une vague de chaleur extrême avec des températures proches de 40°C, ce qui fait craindre aux autorités une catastrophe comme celle de 2017. Cette année là, un gigantesque incendie de forêt avait fait 11 morts, quelque 6.000

sinistrés, détruit plus de 1.500 maisons et ravagé 467.000 hectares de terres. Comme lors de la précédente catastrophe, les incendies ont commencé dans des régions agricoles et des forêts avant de se propager et de menacer les zones habitées.

La circulation sur l'une des principales routes menant à la ville de Concepción, située à 510 km au sud de la capitale Santiago, est limitée depuis jeudi en raison de la proximité de l'incendie. L'un des épicentres de la tragé-

die est la ville de Santa Juana, à 52 km au sud de Concepción. Selon un habitant interrogé par la radio Cooperativa, le feu a commencé à menacer les maisons vers 7 heures du matin. "Je demande seulement à Dieu d'avoir pitié. C'est tout. Ce qui se passe est entre les mains de Dieu", a-t-il déclaré. Le gouvernement chilien a déclaré l'état de catastrophe dans les régions de Ñuble et Biobío (centre). Des foyers touchent également les régions de Maule et de La Araucanía (centre).

ETHIOPIE

22,6 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire

Quelque 22,6 millions de personnes en Ethiopie sont en situation d'insécurité alimentaire en raison des effets cumulés de la sécheresse, des conflits et de la hausse des prix des denrées alimentaires, a prévenu le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU. Dans sa dernière mise à jour de la situation publiée jeudi, le Bureau a indiqué qu'environ 11,8 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire dans les régions éthiopiennes touchées par la sécheresse. L'OCHA a également mis en garde contre l'aggravation de l'insécurité alimentaire parmi les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le Bureau a indiqué qu'entre la mi-novembre et le 24 janvier, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales ont apporté environ 114.000 tonnes de nourriture dans la région du Tigré, touchée par le conflit. L'OCHA a par ailleurs indiqué que certaines zones du pays étaient confrontées à des épidémies, notamment de choléra, de paludisme et de rougeole.

PÉROU

Le Parlement bloque jusqu'à août tout débat sur des élections anticipées

Le Parlement péruvien a bloqué vendredi jusqu'au mois d'août tout débat visant à avancer les élections générales d'ici fin 2023, empêchant ainsi le renouvellement de la présidence et de l'organe législatif que réclament depuis décembre les manifestants. Invoquant un vice de procédure, la commission parlementaire de la Constitution a refusé de débattre d'un projet de loi présenté par la présidente, Dina Boluarte, qui, dans l'espoir de calmer les manifestations qui ont fait 48 morts, proposait d'avancer les élections présidentielle et législatives à octobre 2023. "Le règlement intérieur (...) stipule clairement qu'une question qui a été mise en suspens ne peut être rediscutée en commission qu'à l'issue (d'une année) de législature", a déclaré aux journalistes Alejandro Cavero, un parlementaire du parti de centre droit Avanza País qui a appelé à rejeter la proposition de l'exécutif. Selon la loi péruvienne, la présidence et les parlementaires ont tous deux un mandat de cinq ans, qui expire en juillet 2026. Le règlement intérieur du Parlement stipule qu'une "même proposition" ne peut être présentée "avant la période annuelle suivante des sessions", qui commence à la fin du mois de juillet de chaque année. "Avancer les élections ne peut être traité avant (...), il faudrait attendre le mois d'août de cette année", a expliqué Omar Cairo, constitutionnaliste et professeur à l'université privée Pontificia Universidad Católica.

BURKINA FASO

Une ONG accuse l'armée d'avoir tué au moins 25 civils

Une ONG de défense des droits de l'Homme du Burkina Faso a accusé l'armée d'avoir tué cette semaine au moins vingt-cinq civils, dont des femmes et un bébé, dans la région de l'Est, l'une des plus touchées par les violences terroristes. Dans un communiqué publié vendredi soir, le porte-parole du gouvernement évoque "des allégations de tueries opérées sur des populations civiles suite au passage d'un convoi sécurisé par des unités militaires dans la région de l'Est", mais "exprime sa compassion aux familles et aux proches des victimes". Jean Emmanuel Ouédraogo ajoute que "des investigations ont été engagées pour non seulement établir la réalité des faits, mais aussi, situer les responsabilités le cas échéant". Mercredi soir (1er février), "le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC) a été saisi par plusieurs parents de victimes" faisant état "d'allégations d'exécutions sommaires de civils qui seraient attribuées à des corps des Forces de défense et de sécurité burkinabè (FDS) dans les localités de Piéga, Sakoani, et Kankangou", indique un communiqué du CISC parvenu vendredi à l'AFP.

Ces exécutions auraient eu lieu lors du passage dans ces trois localités situées le long de la Route nationale 4 (RN4) d'un convoi de "plus d'une centaine de véhicules" en partance pour la mine d'or de Boungou et "escorté par des dizaines de véhicules pick up 4x4 qui transportaient plusieurs FDS en tenue" militaire, selon le CISC. Douze morts (dont trois femmes et un bébé) sont évoqués dans le village de Sakoani, à environ 125 km de Fada N'Gourma, chef-lieu de région de l'Est, sept (dont quatre femmes) dans le village de Piéga à 60 km de Fada N'Gourma, et six dans le hameau de Kankangou sur le territoire du village de Sampiéri, selon le CISC.

"AU CHŒUR DE L'AFRIQUE" Une polyphonie présentée à Alger

"Au Chœur de l'Afrique", un concert de chants algériens et africains, a été animé vendredi à Alger par le Chœur de l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger.

Célébrant l'Afrique, le spectacle a été présenté à la salle Ibn-Khaldoun dans le cadre du programme culturel d'accompagnement du 7e Championnat d'Afrique des nations CHAN 2022. Déroulé en trois parties, le spectacle, mêlant le conte au chant lyrique, a été présenté par une trentaine de choristes, soutenus par un orchestre de cinq musiciens, avec le maestro Zohir Mazari à la direction des deux ensembles. Les quatre pupitres, soprano, alto, ténor et basse formant le chœur polyphonique de l'Etablissement Arts et Culture, ont rendu une quinzaine de pièces célèbres tirées des terroirs algérien et africain, au plaisir d'un public conquis.

Le public est ainsi passé du regretté Othmane Bali à la diva capverdienne Césaria Evora, en passant par le répertoire de Idir, la musique andalouse ou encore "Africa" du groupe Toto. Dans une ambiance de grands soirs, un hommage en musique a été rendu à la célèbre chanteuse d'ethno-jazz et militante sud-africaine, Meriem Makeba (1932-2008), surnommée "Mama Afrika" et naturalisée algérienne en 1972, avec l'interprétation notamment de "Meriama" (de Samira Brahmia), ainsi que, "Pata Pata", "Ifrikia" et "Ana Horra fi El Djazair", trois des nombreux titres interprétés par la diva de la chanson africaine. Les voix présentes et échoffées de Nesrine Ait Ameer, Manel Medrar, Wassim Guessoum et Abdenacer



Djebbar se sont particulièrement distingués soutenus par, Ramy Bekhouche au piano, Merouane El Kamel à la guitare, Akram Khalef à la basse, Oussama Ayadi à la batterie et Samy Mehdaoui aux percussions, qui ont également fait montre de toute l'étendue de leurs talents de virtuoses. Auparavant, le conteur de l'Histoire et des Cultures ancestrales, Fayçal Belattar, au Kamélé N'Goni (ancêtre de la Kora), a ébloui l'assistance avec deux de ses nombreux contes évoquant la grandeur et la richesse patrimoniale de l'Algérie. Chanteur, musicien, compositeur et

Chef de chœurs, Zohir Mazari dirige, depuis 2019, le Chœur de l'Etablissement Arts et Culture qui compte plus de 80 jeunes choristes, accompagnés par des orchestres de différents registres dont ceux de l'andalou et la musique moderne, relevant du même établissement. Accompagné par un programme culturel et artistique étalé depuis le 13 janvier dernier dans les villes d'Alger, Oran, Annaba et Constantine, le 7e Championnat d'Afrique des nations de Football CHAN 2022 prend fin samedi avec la finale qui opposera l'Algérie au Sénégal.

SHAH RUKH KHAN

Coqueluche indienne et roi de Bollywood

Shah Rukh Khan est la star la plus populaire de Bollywood et, à 57 ans, son plus grand sex-symbol. Son large répertoire sur grand écran allant de la romance au film d'action a fait de lui l'incarnation cinématographique d'une Inde en pleine mutation. "King Khan" – dont le surnom reflète des décennies de règne sur le box-office – est une figure unificatrice rare à travers les multiples failles géographiques, linguistiques et religieuses de l'Inde. La sortie de son dernier long-métrage, "Pathaan", a été un événement national, faisant fi des appels au boycott lancés par les partisans de la ligne dure de l'hindouisme et attirant des foules en délire dans les salles obscures. Les admirateurs de Shah Rukh Khan se rendent régulièrement en pèlerinage aux portes de son manoir de Mumbai et attendent toute la journée pour apercevoir brièvement celui qui se complait dans son statut d'icône publique. "Je suis très heureux d'être une star. Je ne m'en laisserai jamais", déclarait M. Khan en 2013 dans une interview à l'AFP. "J'aime la quantité de gens qui m'aiment, les foules qui se rassemblent, les controverses, les responsabilités que j'ai, le succès et même l'échec. C'est une vie passionnante." Khan est né dans une famille musulmane de New Delhi et n'est pas issu d'une dynastie d'acteurs établie. Ses rôles à la télévision au début des années 1980 ont mis en évidence son charme naturel, mais il lui a fallu plusieurs années pour percer au cinéma, où il a risqué d'être cantonné à des rôles de méchants après son incarnation captivante d'un harceleur obsédé dans "Darr". Mais

le plus grand blockbuster indien de 1995 l'a catapulté au rang de célébrité internationale et a trouvé un écho dans les profonds changements sociaux en cours dans son pays. Dans le film "Dilwale Dulhania Le Jayenge", M. Khan joue le rôle d'un Londonien qui tombe amoureux d'une autre Indienne de la diaspora alors qu'il fait du tourisme en Europe. Ils décident de se marier, contre la volonté de son père, qui l'a promise en mariage à un autre homme en Inde. Il est sorti au cours d'une décennie marquée par la libéralisation de l'économie du pays et de sa classe moyenne urbaine, les jeunes hommes et les jeunes femmes jouissant d'un style de vie plus riche que celui de leurs parents tout en s'opposant à leurs règles. Le film reste l'un des plus populaires de Bollywood, et il a été projeté dans un cinéma de Mumbai tous les jours – à l'exception d'une interruption liée au Covid – pendant les 27 ans qui ont suivi sa sortie.

"L'INDE DU BIEN-ÊTRE"

La critique de cinéma Namrata Joshi a écrit que Khan était le fer de lance d'un nouveau type de "héros familial romantique" dans le cinéma indien, remplaçant les archétypes du jeune homme en colère qui correspondaient à l'humeur nationale anxieuse des décennies précédentes. "Beaucoup voient SRK incarner... l'esprit de l'Inde post-libéralisation, du bien-être, ambitieuse et affirmée", a-t-elle noté. Au fil du temps, l'autodérision pratiquée par M. Khan et son physique avantageux lui ont permis de devenir la coqueluche des Indiens. Le livre "Desperately Seeking



Shah Rukh", publié en 2021, traite des désirs intimes des femmes indiennes modernes à travers leur passion partagée pour l'acteur et la masculinité sensible qu'il représentait. Aucun film de son vaste répertoire n'a autant contribué à renforcer cette image que le film "Dil Se..." de 1998, dans lequel M. Khan part sur la piste d'une femme mystérieuse à travers les paysages naturels les plus spectaculaires de l'Inde. Aujourd'hui, ses chorégraphies éblouissantes sont restées gravées dans les

GRÈCE Les intermittents du spectacle manifestent contre "la dévalorisation" de leurs diplômes

Environ 1.800 intermittents du spectacle, selon la police, ont manifesté à Athènes pour dénoncer "la dévalorisation" de leurs diplômes en vertu d'un décret présidentiel et d'un amendement les assimilant au baccalauréat pour ce qui est des salaires et des qualifications professionnelles. En grève de 48 heures depuis mercredi, ce qui a entraîné la fermeture des théâtres dans les grandes villes en Grèce, les artistes ont jugé inacceptables les dispositions de cet amendement adopté jeudi soir au Parlement. Seule la majorité conservatrice et un petit parti nationaliste ont voté en faveur de l'amendement, les partis de l'opposition de gauche ayant réclamé son retrait. Le secrétaire d'Etat au ministère de la Culture Nikolas Giatromanolakis a assuré au Parlement qu'"en aucun cas les droits du travail ou salariaux des artistes ne sont affectés". Mais l'association grecque du divertissement a estimé que le décret présidentiel et l'amendement ne prenaient pas en considération leurs études dans des écoles publiques ou privées de théâtre, de danse ou de cinéma, qui durent au moins trois ans après l'enseignement secondaire. "L'attaque contre l'art est une attaque contre la liberté", était inscrit sur une banderole des manifestants réclamant "la suppression" du décret présidentiel. Les syndicats des intermittents du spectacle précisent que l'équivalence de leurs diplômes au baccalauréat détermine le niveau de rémunération et de qualification des artistes dans le secteur public et "marginalisent" les artistes. Ils ont souligné que leur rémunération dans le secteur public serait désormais fixée indépendamment des conventions collectives de leur secteur. Une nouvelle grève est prévue le 8 février.

mémoires, en particulier la sérénade de M. Khan accompagné de dizaines de danseurs au sommet d'un train à vapeur en mouvement.

"TELLEMENT D'AMOUR"

Le visage de Shah Rukh Khan sur les affiches de films est devenu un sésame ouvrant les portes du succès commercial et une série de triomphes au cours des deux décennies suivantes l'ont rendu fabuleusement riche. Ses actifs comprennent l'équipe de cricket Kolkata Knight Riders dans la très lucrative Indian Premier League (IPL), et une société de production de films. Mais ces dernières années ont été marquées par une série de revers personnels et professionnels, dont l'arrestation de son fils en 2021 dans une affaire de drogue qui a ensuite été abandonnée. M. Khan, comme d'autres stars du cinéma issues de la minorité musulmane de l'Inde, est de plus en plus la cible des critiques des nationalistes hindous. "Pathaan", un thriller d'action dans lequel il incarne un agent secret après cinq ans d'absence sur le grand écran, était le dernier de plusieurs films très attendus de Bollywood soumis à une campagne de boycott. Finalement, l'aura de M. Khan en tant que star a triomphé de ses détracteurs, et les ventes de billets pour "Pathaan" ont battu le record du box-office indien pour un jour de sortie. M. Khan s'est ensuite montré très élogieux à l'égard des fans qui ont fait du film un succès. "Il y a tellement d'amour de tous les côtés", s'est-il réjoui, "et nous ne pourrions jamais montrer assez de gratitude".

Les courses en direct



**HIPPODROME GUIRRI AISSA - BARIKA-
DIMANCHE 5 FÉVRIER 2023 - PRIX : SATURNE - PS.ANG.NEE
DISTANCE : 1 400 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUINTÉ**

Jeu de Vie, la candidate à battre

Ce dimanche 05 février, l'hippodrome de Barika fait le plein avec ce prix Saturne réservé pour chevaux de trois ans et plus pur sang anglais né-élevé en Algérie n'ayant pas totalisé la somme de 51.000 DA en gains e places depuis septembre passé, quoique Jeu de Vie, Pashil, Larwisse, Nina et Chance, en compagnie de Mahboub El Fateh, possèdent une longueur d'avance sur le reste du peloton. On peut toujours se méfier de Mirwahia ou Ouahdania.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- ZAIM VILLE.** Il n'a jamais porté un aussi gros poids, il risque d'échouer. Outsider moyen.
- JEU DE VIE.** Il va être difficile à battre pour la première place.
- JOUDA.** Débute en courses. À revoir.
- NINA.** Cette pouliche court en progrès, c'est le coup sur place. À suivre sans voir.
- CHANCE.** Il court dans sa catégorie un accessit est largement à sa portée. À reprendre.
- PASHIL.** Il est là pour disputer les meilleures places du podium. À suivre.
- MIRWAHIA.** Un outsider qui peut intéresser les chasseurs de gros. Méfiance.
- MOUTAWAFEK.** Ce jeune poulain n'arrive toujours pas à convaincre. Au mieux, il sera coché dans une longue combinaison.
- SELWA.** Peu probable.
- LARWISSE.** Quoiqu'il n'a pas été revu en piste depuis avril passé, il reste toujours difficile à écarter définitivement. Méfiance, avec un minimum de forme, il peut surprendre.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
M. DHAIRI	1	ZAIM VILLE	D. BOUBAKRI	58	10	Y. BELHADJ
W. HARCHA	2	JEU DE VIE	CH. ATTALLAH	57	14	PROPRIÉTAIRE
M. CHOUDER	3	JOUDA	MS. GUEHIOUCHE	57	18	PROPRIÉTAIRE
M. KHELFA	4	NINA	A. HAMIDI	55	5	PROPRIÉTAIRE
A. HARCHA	5	CHANCE	AB. ATTALLAH	55	9	PROPRIÉTAIRE
M. CHETTOUI	6	PASHIL	S. BENYETTOU	55	4	AT. FERHAT
ABH. GUESSOUM	7	MIRWAHIA	B. TARCHAG	55	12	PROPRIÉTAIRE
EH. KHALDI	8	MOUTAWAFEK	H. RAACHE	55	7	H. FERHAT
MED. DJEMALI	9	SELWA	F. CHAABI	54	15	PROPRIÉTAIRE
A. RAS EL GHERAB	10	LARWISSE	O. HEBBAH	54	3	A. CHEBBAH
M. LACHEHEB	11	SABIL	AH. CHAABI	54	17	PROPRIÉTAIRE
Z. KEDAD	12	MEROUANA TAREVA	AB. BOULESBAA	54	8	PROPRIÉTAIRE
S. BOUGUERRA	13	MENAS	EH. CHAABI	53	16	PROPRIÉTAIRE
CB. MISSAOUI	14	OUAHDANIA	T. KOUAOUCI	53	2	PROPRIÉTAIRE
Y. BELARBI	15	SOUBEL	JJ:CH. CHAABANE	53	11	PROPRIÉTAIRE
F. OULMI	16	MAHBOUBET EL FATEH	JJ:SH. BENYETTOU	53	1	PROPRIÉTAIRE
AB. GHOUGAL	17	SEKHOY	JJ:MS. AIDA	51	5	PROPRIÉTAIRE
D. MESSAOUDANE	18	ROFNIA	AP:Y. MOUISSI	51	13	PROPRIÉTAIRE

11. **SABIL.** Pas évident.

12. **MEROUANA TAREVA.** Peut être pour la monte du jour d'autant qu'elle n'a jamais été aussi bien montée.

13. **MENAS.** Pas évident.

14. **OUAHDANIA.** Celle-à aussi n'a pas couru depuis juin passé, mais elle court ici dans sa catégorie. Outsider.

15. **SOUBEL.** Tâche assez difficile. Peu probable.

16. **MAHBOUB EL FATEH.** Un outsider assez intéressant.

17. **SEKHOY.** Rien de probant. Tâche difficile.

18. **ROFNIA.** Rien de probant. À revoir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

2. JEU DE VIE - 4. NINA - 6. PASHIL - 5. CHANCE - 16. MAHBOUBET EL FATEH

LES CHANCES

10. LARWISSE - 7. MIRWAHIA - 1. ZAIM VILLE

France : plus de 2 tonnes de cannabis dans un camion de blé

Les douaniers français ont découvert, dissimulé sous une livraison de blé, un chargement de 2,4 tonnes de cannabis, dans un camion en provenance d'Espagne et à destination des Pays-Bas. Le poids lourd, qui transportait du blé entre l'Espagne et les Pays-Bas, a été intercepté lundi sur l'autoroute, à la frontière entre les Landes et la Gironde, dans le sud-ouest de la France, a annoncé vendredi le ministère de l'Économie. Suite au "net marquage" d'un chien sur "l'arrière gauche de la remorque", les agents des douanes ont découvert la drogue cachée "dans des compartiments latéraux spécialement aménagés sous le chargement de blé recouvrant l'intégralité de la remorque". Au total, 2,41 tonnes de résine de cannabis et 9,75 kg d'herbe de cannabis ont été interceptés, pour une valeur de "plus de 19 millions d'euros", selon le communiqué.

Le Brésil a coulé l'ancien porte-avions Foch, contaminé, dans l'Atlantique

La marine brésilienne a annoncé vendredi avoir coulé dans l'océan Atlantique l'ancien porte-avions Foch rempli d'amiante, de peintures et autres déchets toxiques, une décision critiquée par plusieurs organisations de défense de l'environnement. Le "nauffrage planifié et contrôlé s'est produit en fin d'après-midi" vendredi, à quelque 350 km des côtes brésiliennes, dans une zone d'une "profondeur approximative de 5 000 mètres", a indiqué la marine dans un communiqué. Elle avait estimé plus tôt dans la semaine, qu'il n'y avait pas d'autre choix vu l'état très dégradé de cette vieille coque de 266 mètres de long, qualifiée de "colis toxique de 30 000 tonnes" par l'association Robin des Bois. "Face aux risques qu'implique le remorquage et en raison de la détérioration de la coque (...), la seule solution est d'abandonner la coque en la coulant de façon contrôlée", avait expliqué la marine tard mercredi dans un communiqué conjoint avec le ministère brésilien de la Défense.

Alger : arrestation de 8 individus impliqués dans une affaire de meurtre

Les éléments de la section de recherches de la Gendarmerie nationale de Chéraga (Alger) ont démantelé un réseau criminel composé de huit (8) individus dont une femme et deux étrangers, impliqués dans le meurtre de deux personnes, indique, vendredi, un communiqué des services de la Gendarmerie nationale. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les éléments de la section de recherches de la Gendarmerie nationale de Chéraga ont démantelé un réseau criminel composé de huit (8) individus dont une femme et deux étrangers, impliqués dans le meurtre



atroce de deux personnes originaires de la wilaya de Bordj Bou Arreridj", précise le communiqué. Cette opération a eu lieu

suite à une plainte auprès des services de la Gendarmerie nationale pour signaler la disparition de deux personnes origi-

naires de la wilaya de Bordj Bou Arreridj qui s'apprêtaient à effectuer une transaction d'achat de devise avec un individu à Alger", a-t-on expliqué. "Après intensification des investigations, les éléments de la Gendarmerie nationale aidés d'un indicateur ont réussi à arrêter les membres du réseau et ont pu découvrir l'endroit où se trouvaient les deux victimes assassinées". Après finalisation des procédures légales et en coordination avec les juridictions compétentes, les mis en cause ont été déférés devant le tribunal de Chéraga, conclut la même source.

Plus de 10 100 capsules de psychotropes saisies et deux individus arrêtés à Touggourt



Plus de 10.140 capsules à effet psychotrope ont été saisies et deux individus, âgés de 29 et 42 ans, arrêtés par les services de la Sûreté de la wilaya de Touggourt, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué. Intervenant dans le cadre des efforts de lutte contre les différentes formes de crime, cette opération opérée suite à une fouille d'un véhicule touristique à bord duquel se trouvaient les deux suspects a ainsi permis de mettre la main sur une quantité de 10.140 capsules à effet psychotrope (Prégabaline 300 Mg), soigneusement dissimulée

dans le véhicule, a détaillé la même source. L'on relève également la saisie dans la même affaire d'une somme d'argent estimée à 51.200 DA, issue probablement des revenus de ce trafic, en sus de deux appareils téléphoniques portables. Présentés aux instances judiciaires après finalisation des procédures réglementaires, les mis en cause ont été condamnés à douze (12) ans de prison ferme, assortie d'une amende, a conclu la même source.

Liban : 3 enfants syriens morts noyés près d'un camp de réfugiés

Trois enfants syriens sont morts noyés vendredi dans un bassin près de leur camp de réfugiés à Qaa dans l'est du Liban après des pluies torrentielles, a indiqué le maire de cette localité. "Deux frères qui nageaient dans un bassin sont morts noyés, de même que leur cousin qui a tenté de les sauver", a déclaré le maire de Qaa, Bachir Matar. Les dépouilles des trois garçonnets, dont l'âge ne dépasse pas les dix ans, ont été retrouvées par l'armée libanaise et les services de renseignement, a indiqué l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Elles ont ensuite été transportées par les secours à l'hôpital gouvernemental du Hermel



(est), selon cette source. Depuis quelques jours, une tempête frappe le Liban, déversant pluies torrentielles et neige en endommageant les infrastructures déjà

vétustes de ce pays en crise. Des centaines de milliers de Syriens ont fui vers le Liban après le début du conflit en Syrie voisine en 2011. Selon les autorités, le Liban accueille environ

deux millions de réfugiés syriens, tandis que près de 830 000 sont enregistrés auprès de l'ONU. Début décembre, le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) avait appelé à soutenir les réfugiés syriens au Liban et les citoyens libanais vulnérables dans un pays plongé dans une crise socio-économique sans précédent. Selon le HCR, le Liban accueille "l'une des plus grandes populations de réfugiés par habitant au monde".

10 décès et 256 blessés sur les routes en 48 heures



Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 256 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 48 heures, selon un bilan publié samedi par la Protection civile. A Tيارت, Relizane, Mila et Tébessa, quatre autres personnes sont décédées par asphyxie suite à l'inhalation du monoxyde de carbone, ajoute la même source. Les secours de la Protection civile sont intervenus également, durant cette période, à travers plusieurs wilayas pour prodiguer les premiers soins à 68 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils domestiques. Les agents de la Protection civile ont procédé, en outre, durant la même période, à l'extinction de 05 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Constantine et M'Sila.

MISE AUX POINGS

« L'organisation du CHAN-2022 a été un grand succès, non seulement en matière d'organisation logistique, mais également avec la présence du public algérien qui a donné une touche très spéciale à cette 7e édition. Je remercie chaleureusement le président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour son soutien indéfectible pour la réussite de ce rendez-vous africain ».

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Dimanche 5 février 2023

16 °C / 9 °C

Dans la journée : Averses
Vent : 15 km/h
Humidité : 76%

Dans la nuit : Averses
Vent : 9 km/h
Humidité : 86%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Dimanche 14 rajab 1444

Dohr : 13h02
Assar : 15h55
Maghreb : 18h21
Ïcha : 19h41

Lundi 15 rajab
1444
Sobh : 06h18
Chourouk : 07h46

GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ

Sonatrach et Aramco augmentent les prix

L'agence Reuters a fait savoir que Sonatrach et le producteur de pétrole saoudien Aramco ont relevé les prix de vente officiels du GPL (gaz de pétrole liquéfié) en février de 10 à 34% par rapport à janvier dans un contexte de hausse des prix du pétrole et d'offre mondiale limitée de GPL.

Ainsi, l'OSP (prix de vente officiel) d'Aramco pour le propane a augmenté de 200 dollars à 790 dollars la tonne en février, tandis que l'OSP pour le butane a augmenté de 185 dollars à 790 dollars la tonne. Selon la même source, l'OSP de Sonatrach pour le propane a augmenté de 160 dollars à 720 dollars la tonne, et l'OSP pour le butane a augmenté de 60 dollars à 640 dollars la tonne. Reuters précise que les OSP d'Aramco pour le GPL sont utilisés comme référence pour les contrats de fourniture du produit du Moyen-Orient à la région Asie-Pacifique, alors que les OSP de Sonatrach pour le GPL servent de référence pour la Méditerranée, la région de la mer Noire et la Turquie. Les sites spécialisés expliquent que le GPL, souvent appelé aussi propane ou butane, est constitué de mélanges inflammables de gaz hydrocarbures utilisés comme combustible dans les appareils de chauffage (central ou de l'eau) et les appareils de cuisson et comme carburant pour les véhicules. Ils font remarquer que le GPL a une très grande variété d'utilisations dans de nombreux marchés. C'est un moyen particulièrement rentable et efficace pour chauffer les maisons hors réseau. Il y a quelques jours, le Président-Directeur général du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, dans le cadre de sa visite d'inspection des centres de production et de plusieurs projets de développement à Touggourt, a inspecté le projet de réalisation d'un quatrième train de GPL situé au niveau du complexe indus-



triel Naïli Abdelhalim (ZCINA), près de Hassi Messaoud, d'une capacité de production de 1 200 tonnes/jour de GPL, a été également inspecté par Toufik Hakkar. Il est destiné au traitement du gaz saturé pour produire du GPL et du condensant notamment, et a coûté près de 200 millions de dollars, selon le P-DG de Sonatrach. Ce site, réalisé en partenariat avec l'entreprise italienne Tecnimont, est doté d'une capacité de 8 millions m3/jour à partir du gaz associé provenant des usines existantes situées à proximité de l'installation de ZCINA.

Le PDG de Tecnimont, Alessandro Berli, présent lors de la visite de ce nouveau train GPL, s'est dit "fier" du résultat d'une coopération "très fructueuse" entre Tecnimont et Sonatrach. En juillet dernier, les médias spécialisés ont relevé que l'Algérie a exporté du GPL vers l'Asie, notamment du Sud-Est et de l'Est. L'agence S&P Global a cité les données de l'entreprise de data intelligence Kpler, datées du 26 juillet 2022, selon lesquelles 229 000 tonnes de GPL destinées à l'Asie du Sud-Est et de l'Est ont été exportées d'Algérie au cours du mois (juillet), et elles représentent les volumes les plus élevés de la Méditerranée vers l'Asie depuis 2014. Les volumes

étaient presque également répartis entre le propane, qui a augmenté de 40,24 % sur le mois, et le butane, qui a augmenté de 94,92 % sur le mois. Les mêmes sources indiquent que les exportations algériennes de GPL vers l'Asie du Sud-Est et de l'Est ont augmenté régulièrement depuis le début de 2022, date à laquelle 42 000 tonnes ont été enregistrées en janvier. Au premier semestre, la Chine a importé 205 000 tonnes de GPL d'Algérie, en hausse de 28 % sur l'année, faisant de l'Algérie le neuvième exportateur vers la Chine, d'après des données douanières chinoises. Durant cette période, en moyenne deux cargaisons algériennes ont été importées par mois par des acheteurs asiatiques cette année, contre une cargaison mensuelle en 2021. Selon une source du marché asiatique, cité par S&P Global, « les flux vers l'Asie devraient se poursuivre, la société publique algérienne Sonatrach ayant été en mesure de vendre une cargaison de 44 000 tonnes répartie de manière égale pour le chargement au cours des 10 derniers jours d'août ». Les sources ont expliqué à S&P Global, que les exportations de GPL vers l'Asie ont augmenté à cause aussi d'un « fret plus compétitif » par rapport aux autres destinations, comme l'Europe.

M'hamed Rebah

APRÈS DEUX ANS D'HOSPITALISATION EN FRANCE, SALAH AOUGROUT REVIENT :

« Très content de retrouver mon pays »

Hospitalisé dans un établissement parisien depuis presque deux ans, le célèbre comédien algérien Salah Aougrouit a annoncé son retour en Algérie. Dans une vidéo diffusée dans les réseaux sociaux, ses fans qui se compte par millions lui ont exprimé leur bonheur de le revoir revenir dans son pays, lui souhaitant un prompt rétablissement. Atteint par le cancer, l'acteur algérien a dû être transféré à bord d'un avion spécial en mai 2021 dans l'hôpital Gustave Roussy à Paris pour être soigné. L'artiste que tout le monde aime appeler "Souilah", un monstre du cinéma et du petit écran, a déclaré dans cette vidéo « être très content de regagner le pays et de retrouver le peuple algérien » qu'il remercie « infiniment » pour ses prières. Salah Aougrouit qui n'a de cesse d'apporter dans ses interprétations, non seulement le rire et la joie, mais aussi des leçons de vie et a su transmettre l'amour de sa passion, à la nouvelle scène, retrouve ainsi ses siens. Bon retour et prompt rétablissement, à celui qui a incarné majestueusement et avec talent le rôle de « Achour El-Achar ».

R. C.

CORONAVIRUS

Aucun nouveau cas et aucun décès ces dernières 24h

Aucun nouveau cas de coronavirus (Covid-19) et aucun décès n'ont été enregistrés, alors que 2 guérisons ont été recensés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés demeure donc inchangé, soit 271 394 cas, de même que celui des décès (6881), tandis que celui des patients guéris passe à 182 758. En outre, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, note la même source. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

APS

CENTRE ANTI-CANCER DU CHU DE CONSTANTINE

Le projet d'extension réceptionné avant fin mars

Le projet d'extension du Centre anti-cancer relevant du Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) Benbadis de Constantine sera réceptionné avant fin mars prochain, a annoncé, hier, le directeur de cet établissement de santé, H'cène Brania. Au total, 60 % des travaux de ce projet ont été réalisés et la structure sera finalisée le 15 mars prochain, a précisé la même source qui s'exprimait en marge de la célébration de la Journée mondiale contre le cancer (4 février de chaque année). D'une capacité de 62 lits, cette nouvelle structure de santé permettra d'alléger la charge exercée sur l'an-

cienn CAC qui connaît une forte affluence des malades aussi bien de la wilaya de Constantine que ceux des régions limitrophes. Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a exprimé son "insatisfaction" quant à l'avancement des travaux, insistant sur le respect des délais contractuels. Ce projet constitue un acquis pour le secteur de la santé de la wilaya de Constantine et s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle, visant à lutter contre le cancer. Plus de 1 200 cas de cancer sont recensés annuellement par le Centre anti-cancer du CHU Benbadis de Constantine,

selon les dernières statistiques établies par les services de la santé. Dans la wilaya de Constantine, le programme établi par la direction de la santé et de la population (DSP) pour la célébration de la journée mondiale contre le cancer a porté sur le lancement de campagnes de sensibilisation et d'orientation sur les méthodes de prévention et les dangers de cette maladie à travers l'ensemble des établissements de santé de la wilaya. Ce programme concerne aussi l'organisation d'actions de dépistage précoce contre différents cancers en faveur des populations des zones d'ombre.

M.Seghilani

SOUS-RIRE

Tébessa :

Une intoxication au monoxyde de Carbone fait 3 victimes

